

Budget supplémentaire (D)

M. Baldwin: Je comprends fort bien, monsieur l'Orateur. Je comprends également pourquoi le président du Conseil du Trésor ne veut pas faire de remarques sur ces prévisions budgétaires.

Des voix: Bravo!

M. Baldwin: Ce que j'avais à dire concernait tout simplement la proposition innovatrice du président du Conseil privé, proposition que nous acceptons et qui recommande le renvoi du budget supplémentaire aux comités permanents concernés. C'est une excellente idée. C'est d'autant plus nécessaire que ces prévisions sont complexes et volumineuses. C'est uniquement pour cette raison que je voulais faire une observation.

Une voix: Vous enfreignez le Règlement!

M. Baldwin: Si je peux le faire sans enfreindre le Règlement, je voudrais emprunter une observation que le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) a faite lors du dépôt des prévisions budgétaires de 1975-1976. Il a parlé du prix de la civilisation; je répondrai que le prix n'est pas juste, bon sang! Comme Horatius devant le pont réprimait le désir de dépenser de ses impétueux compagnons, le ministre des Finances a réussi des prodiges.

Nous allons faciliter l'adoption de cette motion. C'est une excellente idée de renvoyer ce budget supplémentaire aux comités, qui pourront ainsi faire du meilleur travail. Il est à peu près temps que nous fassions quelque chose pour donner un peu plus de sérieux à l'étude du budget des dépenses au parlement. C'est une question où l'esprit de parti n'intervient pas; le malaise existe de l'autre côté de la Chambre également. Je sais que le président du Conseil privé est d'accord avec moi, comme le député de Winnipeg-Nord-Centre. Le comité de la procédure a été saisi d'une proposition visant à permettre aux députés de procéder, en leur qualité de membres du comité plénier de la Chambre, à une étude sérieuse des prévisions budgétaires et j'espère que cette proposition sera bientôt incluse dans les motions provisoires qui seront présentées à la Chambre.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, le dépôt du budget supplémentaire n'a été accompagné d'aucune déclaration; on ne peut donc le commenter. De plus, il est bien clair que la motion tendant à renvoyer les prévisions de dépenses aux divers comités permanents a été proposée en conformité de l'article 59 du Règlement et ne peut donc être débattue. Toutefois, le président du Conseil privé (M. Sharp) a fait une courte déclaration, au sujet des travaux de la Chambre, que je vais commenter brièvement.

Nous nous réjouissons du fait que le budget supplémentaire soit renvoyé au comité qui a déjà étudié le budget principal des dépenses et nous sommes contents d'apprendre du ministre lui-même les jours désignés comme jours d'opposition pour le reste du semestre. Comme l'a signalé le député de Peace River (M. Baldwin), chacun sait que des pourparlers sont en cours à propos des modifications à apporter à la procédure concernant les subsides au moins à titre d'essai. Un des avantages que présente la modification que nous allons probablement adopter aura pour effet de tenir le gouvernement sur le qui-vive—il ne saura pas quels crédits seront étudiés de nouveau à la Chambre au lieu ou en plus de l'examen fait au comité. Nous allons faire notre part dans les comités et nous allons la faire également ici à la Chambre.

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, en quelques mots je voudrais dire que je suis très

[M. l'Orateur.]

heureux de constater que, non seulement un réveil de la nature s'annonce, mais qu'enfin l'hiver tire à sa fin. Toutefois, à constater la façon dont le gouvernement désire procéder par les motions qui ont été présentées aujourd'hui par le président du Conseil privé (M. Sharp), je vois que le gouvernement est également sorti de son sommeil, et qu'il veut réellement que le Parlement travaille d'une façon très ardue au cours du mois de mars.

On a annoncé tout à l'heure qu'il y aurait sept jours d'opposition avant l'ajournement de Pâques, mais que nous aurons également à étudier le budget supplémentaire (D). Or, une copie de ce budget vient tout juste de m'être remise. Je n'ai même pas eu l'occasion de la feuilleter. Je constate que plusieurs ministères sont en cause dans ce budget. Nous aurons l'occasion de l'étudier. A tout événement, je souhaite que, non seulement on étudie des chiffres, mais qu'enfin on puisse étudier très sérieusement la loi, afin que la population puisse bénéficier des avantages que l'on prévoit dans ce budget supplémentaire, de même que dans les budgets qui ont été présentés précédemment à la Chambre.

Quant à nous, nous apporterons toute notre collaboration afin que les travaux de la Chambre progressent très rapidement, et qu'enfin nous puissions, non seulement donner à la population l'impression que nous voulons administrer sérieusement, mais que nous voulons également administrer en toute honnêteté et avec le plus d'efficacité et de rapidité possible.

● (1420)

[Traduction]

M. l'Orateur: Le président du Conseil privé (M. Sharp) n'a pas officiellement donné lecture de la motion de renvoi dont il a parlé. Puis-je assumer que la Chambre consent à accepter sa proposition et que la motion figurera au hansard comme ayant été lue? La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur: Il en est ainsi ordonné.

[Note de l'éditeur: Voici la motion précitée.]

Que les prévisions budgétaires supplémentaires (D), 1974-1975, déposées aujourd'hui, soient renvoyées aux divers comités permanents ainsi qu'il suit:

Au comité permanent de l'agriculture

Agriculture—Crédits 5d, 20d, 25d, L26d, L27d et 55d

Au comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts

Travail—Crédit 10d

Secrétariat d'État—Crédits 15d, 20d, 35d, 60d, 70d, 74d, 80d, 85d et 90d

Au comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale

Affaires extérieures—Crédits 1d, 10d, L17d, L18d, L19d et 26d

Défense nationale—Crédit 1d

Au comité permanent des pêches et des forêts

Environnement—Crédits 1d, 5d, 15d, L17d, 20d et 30d

Au comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales

Consommation et corporations—Crédits 1d, 5d, 15d, 25d et 30d

Santé nationale et Bien-être social—Crédits 25d, 35d, 45d et 46d

Affaires urbaines—Crédits 20d et L30d

Au comité permanent de la justice et des questions juridiques

Justice—Crédits 10d, 15d et 25d

Solliciteur général—Crédits 5d, L16d, 20d, 25d et L30d

Au comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration

Travail—Crédit 1d

Main-d'œuvre et Immigration—Crédits 5d, 10d et 15d

Au comité permanent des prévisions budgétaires en général

Finances—Crédits 1d, 16d, 17d, L18d et 20d